

## **Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52**

**Etablissement support :**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE**

**5 Boulevard Jeanne d'Arc**

**B.P 77908**

**21079 DIJON CEDEX**

**Téléphone : 03 80 29 33 80 / Fax : 03 80 29 35 00**

### **MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE**

**MISSIONS DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE**

**ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

**POUR LES OPERATIONS DE TRAVAUX**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**



## **1 ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent l'exécution, dans le cadre de marchés à bons de commande, de missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS), pour les phases de conception et réalisation de divers travaux.

Ces missions de CSPS s'appliqueront aux opérations de construction ou de réhabilitation classées en catégories 1, 2 et 3, pour des bâtiments et installations techniques appartenant au CHU DIJON BOURGOGNE et autres centres hospitaliers du GHT 21-52.

## **2 ARTICLE 2 : REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES**

Les missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) s'effectuent en référence aux textes réglementaires et normatifs suivants :

### **Code du travail**

#### Partie législative

- Articles L.4531-1 à L.4535-1
  - Principes généraux de prévention.
- Articles L.4532-1 à L.4532-7
  - Obligation de coordination SPS et désignation du coordonnateur.
- Article L.4532-8
  - Plan Général de Coordination (PGC SPS).
- Article L.4532-9
  - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

#### Partie réglementaire

- Articles R.4532-1 à R.4532-98
  - Organisation générale de la coordination SPS.
- Articles R.4532-4 à R.4532-10
  - Obligations du maître d'ouvrage.
- Articles R.4532-11 à R.4532-37
  - Missions, compétences et responsabilités du coordonnateur SPS.

### **Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994**

- Organisation de la coordination SPS.

### **Arrêté du 25 février 2003**

- Fixant les modalités pratiques d'accès à l'exercice de l'activité de Coordonnateur SPS.

## **3 ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES**

### **3.1 Contexte :**

Les travaux concernés sont notamment :

- les travaux réalisés dans le cadre des marchés d'entretien annuels
- certains travaux faisant l'objet de consultations, soit par voie de marchés négociés, soit par MAPA, soit par appels d'offres.

### **3.2 Missions confiées**

Les missions de coordination SPS au titre des présents marchés porteront à la fois sur les phases de conception, d'étude et d'élaboration, et sur les phases de réalisation.

Selon l'article L 4532 du Code du Travail, le Coordonnateur SPS doit tout au long de sa mission, veiller en liaison avec le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage et les entreprises, à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention énoncés dans l'article L4121-2 du Code du Travail, à savoir :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- combattre les risques à la source,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux, par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

#### **3.2.1 Phase conception des opérations.**

Au titre de la phase de conception des opérations, la mission du Coordonnateur, dans le respect des principes généraux évoqués précédemment, comprendra les tâches suivantes :

- l'ouverture et la tenue du registre journal,
- l'examen du projet et la formulation d'un avis dûment motivé, soit au vu du projet remis par le maître d'ouvrage, soit à l'issue des réunions de mise au point avec les intervenants,
- l'élaboration et la mise à jour de la notice en matière de sécurité et de protection de la santé pour les opérations de catégorie 3,
- l'élaboration du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) pour les opérations de catégorie 1 et 2,
- l'élaboration du Plan Général simplifié de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) pour les travaux dangereux des opérations de catégorie 3,
- la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.)
- la rédaction du projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) tel que défini au décret 95-543 du 4 mai 1995 (opérations de catégorie 1).

#### **3.2.2 Phase réalisation des opérations.**

Au titre de la phase de réalisation des opérations, la mission du coordonnateur, dans le respect des

principes généraux évoqués précédemment, comprendra les tâches suivantes :

- la préparation de la déclaration préalable aux autorités compétentes visées à l'article L 4532.1 du Code du Travail pour les opérations de catégorie 1 et 2 à savoir :
  - l'Inspecteur du Travail
  - la CARSAT
  - l'O.P.P.B.T.P.
- la rédaction et/ou la mise à jour de la notice SPS (catégorie 3 seulement),
- l'inspection commune du chantier avec chaque entreprise,
- la rédaction et/ou la mise à jour du Plan Général de Coordination (catégories 1 et 2),
- la rédaction et/ou la mise à jour du Plan Général de Coordination simplifié pour les travaux dangereux des opérations de catégorie 3,
- la rédaction et/ou la mise à jour du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage,
- la rédaction et/ou la mise à jour du Registre Journal,
- l'accueil des entreprises sur le chantier et le contrôle des accès,
- la participation régulière aux réunions de chantier (au minimum : participation à une réunion par mois et par chantier),
- le contrôle in situ de l'application correcte des mesures de coordination ainsi que des procédures de travail, formalisé par des comptes-rendus de visite diffusés au Maître d'Œuvre et aux entreprises concernées,
- la prise en compte des contraintes d'exploitation des ouvrages sur lesquels l'opération est réalisée,
- les relations avec l'Inspecteur du Travail, l'organisme professionnel d'hygiène et de sécurité et l'organisme de sécurité sociale compétents,
- la garde du Registre Journal à conserver durant 5 ans
- assurer la présidence du CISSCT (opérations de catégorie 1).

### **3.3 Documents à fournir**

Le Coordonnateur établira pour chaque opération les documents suivants :

#### **3.3.1 Registre Journal.**

Le Coordonnateur ouvre dès la phase de conception des ouvrages un Registre Journal où il consignera :

- le compte-rendu et les principales étapes de la coopération avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage dans la mise au point de leurs dossiers respectifs au fur et à mesure du déroulement des études,
- les observations ou notifications qu'il peut juger utile de faire au Maître d'Ouvrage ou au

Maître d'Œuvre ou à tout autre intervenant dans la conception, qu'il fait viser par le ou les intéressés avec leurs réponses éventuelles.

Le Coordonnateur consigne sur le Registre Journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement du chantier :

- la déclaration préalable avec la date d'affichage sur le chantier (opérations de catégories 1 et 2),
- les comptes rendus des inspections communes du chantier avec l'exploitant et avec les entreprises, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération,
- les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire :
  - au Maître d'Ouvrage,
  - au Maître d'Œuvre,
  - aux entreprises,
  - ou à tout autre intervenant sur le chantierces observations ou notifications seront visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle,
- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour,
- tout autre élément qu'il juge utile.

Le Coordonnateur SPS est chargé de la garde et de la conservation pendant 5 années du Registre Journal. Il doit pouvoir le présenter sans délai sur leur demande au Maître de l'Ouvrage et aux personnes mentionnées ci-après :

- le Maître d'Œuvre,
- l'Inspecteur du Travail ou le fonctionnaire assimilé, en application de l'article L 611-1 (alinéa 3) du Code du Travail,
- l'agent du Comité Régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.),
- les représentants des chefs de service de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

### **3.3.2 Plan Général de Coordination (PGC SPS).**

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, désigné PGC SPS, est établi par le Coordonnateur Sécurité et Santé pour les opérations de catégorie 1 et 2. Il définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités, lorsqu'une intervention laisse susciter après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Ce document de synthèse des données intéressant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs concrétise l'étude de l'organisation et de la coordination du chantier par le Coordonnateur, le Maître d'oeuvre et le représentant du Maître d'Ouvrage.

Selon l'article R 4532-44 du Code du Travail, le Plan Général de Coordination énonce notamment :

- les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable,
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur,
- les mesures de coordination prises par le Coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant plus particulièrement :
  - les voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales,
  - les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
  - la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
  - les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
  - les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
  - l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
  - les mesures à prendre en matière d'interactions sur le site,
  - les mesures à prendre en matière d'hygiène,
- les sujétions découlant des interférences avec le fonctionnement du site dans lequel est situé le chantier,
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant,
- les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière,
- les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

En annexe devra figurer l'énoncé des risques et des moyens de prévention proposés par le coordonnateur SPS.

Le Plan Général de Coordination est remis dès l'achèvement de la phase conception au Maître d'Ouvrage.

Lors de la phase de réalisation, le Plan Général de Coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en

les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des différents intervenants et notamment des sous-traitants désignés en cours de chantier.

### **3.3.3 Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).**

Le Coordonnateur veillera à l'établissement lorsqu'il est requis, du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, nommé PP SPS, par les entreprises et sous-traitants concernés dans les conditions prévues à l'article R4532 du Code du Travail.

Avant le début de son intervention, chaque entreprise doit adresser au Coordonnateur un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Coordonnateur harmonise les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé et les intègre dans le Plan Général de Coordination.

Le Coordonnateur doit transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé établis par les autres entrepreneurs.

Le Coordonnateur s'assurera du contenu des PPSPS qui lui sont adressés par référence aux dispositions de l'article R4532-64 du Code du Travail qui en fixe la consistance.

Les entreprises disposent d'un délai maximum de trente jours à compter de la date de notification de leur marché pour établir et remettre au Coordonnateur, leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

La remise des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doit s'effectuer obligatoirement après la visite préalable du chantier et avant l'intervention de l'entreprise sur le chantier.

Le Coordonnateur dispose d'un délai de huit jours, à compter de la date de remise par l'entrepreneur du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé pour accepter ce document, l'harmoniser et l'intégrer au Plan Général de Coordination. La décision du Coordonnateur, motivée en cas de rejet, doit être notifiée par écrit à l'entrepreneur avec copie au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Cette notification est consignée le jour même dans le Registre Journal.

Le rejet par le Coordonnateur du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé établi par une entreprise doit être motivé en faisant précisément référence aux dispositions du Plan Général de Coordination auxquelles il contrevient.

Le Coordonnateur doit autoriser l'intervention sur le chantier des seules entreprises disposant d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé accepté.

Dès acceptation du PPSPS, le Coordonnateur doit en aviser le Maître de l'Ouvrage (démarrage des travaux).

Le Coordonnateur doit veiller au respect des procédures de travail prévues dans les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé et pouvant interférer sur les mesures de coordination de sécurité et de santé.

### **3.3.4 Plan Général de Coordination et Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé simplifiés (catégorie 3).**

Si une opération de catégorie 3 comprend des travaux dangereux conformément à la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, le coordonnateur élaborera un Plan Général de Coordination simplifié, qui se limitera aux travaux concernés.

Ces travaux feront également l'objet de Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé simplifiés.

### **3.3.5 Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) tel que défini au décret 95-543 du 4 mai 1995 (opérations de catégorie 1).**

Ce document comprendra nécessairement les éléments suivants :

- fréquence des réunions,
- règles de sécurité communes,
- modalités de contrôle des mesures décidées par le coordonnateur SPS et/ou le CISSCT,
- gestion des conflits,
- rôle du président.

### **3.3.6 Notice en matière de sécurité et de protection de la santé (catégorie 3).**

La Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (désignée ci-après notice SPS), est établie par le Coordonnateur pour les opérations de catégorie 3. Elle définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse susciter, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Ce document constitue le cadre type des dispositions prévues par le Coordonnateur en concertation avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre afin de prévenir les risques et d'assurer la sécurité et la protection de la santé des différents intervenants. Le document est à compléter par les différents intervenants.

La notice SPS énonce notamment :

- les textes législatifs et réglementaires de référence,
- les renseignements d'ordre administratif concernant le chantier,
- les renseignements généraux relatifs à l'opération,
- les dispositions relatives à la prévention des risques pendant l'exécution des travaux,
- les dispositions de stockage, d'élimination ou évacuation des déchets et des décombres,
- les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux,
- le cadre de l'organisation du travail de l'entreprise à compléter par les intervenants,
- les consignes de premiers secours à compléter par les intervenants,
- les mesures d'hygiène à compléter par les intervenants,
- en annexe, l'énoncé des risques et les moyens de prévention.

La notice SPS est remise dès l'achèvement de la phase conception au Maître d'Ouvrage.

### **3.3.7 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.**



Le Coordonnateur doit établir et compléter au fur et à mesure du déroulement des phases de conception, d'étude et de réalisation du projet, un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures (Article L 4532-16 du Code du Travail).

Ce dossier constitue un manuel d'utilisation, d'entretien et de maintenance des ouvrages réalisés.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) rassemble sous bordereau tous les documents, notamment plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. En outre, le D.I.U.O. mentionnera au moins les dispositions prises pour :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture,
- l'accès en couverture de l'ouvrage,
- faciliter l'entretien des façades et notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité de l'échafaudage ou de la nacelle,
- faciliter les travaux intérieurs (notamment au regard du respect des conditions de travail ou de vie des usagers du bâtiment).

Le D.I.U.O. indiquera, par ailleurs, les dispositions prises pour permettre une bonne prévention des risques lors d'interventions ultérieures.

Il ne saurait en aucun cas être confondu avec le Dossier des Ouvrages Exécutés, dont la responsabilité est confiée au Maître d'Œuvre de l'opération.

Un bordereau daté récapitule la nature, le contenu et la date de mise à jour de toutes les pièces qui constituent le D.I.U.O.

Au cours de la phase de réalisation, le Coordonnateur mettra à jour le D.I.U.O. au fur et à mesure du recensement des plans de récolement établis par les différents intervenants et de tout autre document de nature à faciliter la connaissance des ouvrages réalisés et des modalités de maintenance et d'entretien.

A l'issue de la phase de réalisation, le D.I.U.O. est remis au Maître d'Ouvrage le jour des opérations préalables à la réception effectuées par le Maître d'Œuvre.

### **3.4 Visite préalable du chantier**

Préalablement au démarrage des travaux, le Coordonnateur procédera à une inspection commune du site visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situera le chantier qui pourraient présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, le cas échéant, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

Avant le début d'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante et avant la remise par

celle-ci du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le coordonnateur doit procéder avec celle-ci à une inspection commune du chantier.

Au cours de cette visite le Coordonnateur SPS doit :

- rappeler à chaque entreprise les dispositions prévues au Plan Général de Coordination concernant le chantier ou dans la notice SPS, et notamment les mesures d'organisation générale du chantier, et les mesures de coordination en matière de sécurité et de santé,
- rappeler à chaque entreprise les sujétions particulières et interférences liées au fonctionnement ou à l'exploitation de la voie dans son environnement, ainsi que les dispositions particulières applicables convenues avec l'exploitant,
- préciser avec chaque entreprise, les consignes de sécurité et de santé à observer ou à transmettre pour l'ensemble de l'opération,
- préciser avec chaque entreprise, les consignes de sécurité arrêtées avec l'exploitant et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et de la description du dispositif mis en place à cet effet.

### **3.5 Conditions d'exécution des missions du Coordonnateur SPS.**

#### **3.5.1 Phases**

La mission confiée au Coordonnateur SPS est définie par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières. Pour chaque opération, elle concerne la phase conception du projet et la phase réalisation, qui pourra faire l'objet de plusieurs phases de travaux.

#### **3.5.2 Documents de conception**

Les documents d'Avant-Projet Sommaire et d'Avant-Projet Détaillé devront être analysés par le Coordonnateur SPS.

#### **3.5.3 Coopération avec les intervenants**

En phase conception, la mission du Coordonnateur s'effectuera en étroite collaboration avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage dans les conditions suivantes :

- un exemplaire des dossiers d'études sera remis au coordonnateur SPS lors de la présentation de l'opération par le chargé d'opération. Le Coordonnateur SPS formulera un avis sur le projet qu'il remettra au chargé d'opération dans le délai prévu au présent C.C.T.P.
- en particulier le coordonnateur s'assurera :
  - de la cohérence des différents dossiers d'études avec le PGC SPS ou la notice SPS en cours d'élaboration, notamment en ce qui concerne la nature des installations de chantier, la durée de la période de préparation et les démarches à accomplir durant ce délai, le phasage prévu ainsi que tout autre

élément ayant trait aux conditions de réalisation des travaux,

- de la conformité des Dossiers de Consultation des Entreprises pour ce qui concerne les clauses relevant des dispositions du Code du Travail.
- le Plan Général de Coordination ou la notice SPS établis par le coordonnateur sera remis au Maître d'Ouvrage en vue d'une intégration au Dossier de Consultation des Entreprises
- le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage fourniront au coordonnateur sur simple demande de sa part toute information ou tout document utile à sa mission et systématiquement un exemplaire du dossier de consultation des entreprises
- des réunions de mise au point entre le coordonnateur et le Maître d'Œuvre pourront avoir lieu autant que de besoin, notamment avant remise à l'approbation du Maître d'Ouvrage des documents que le coordonnateur SPS doit élaborer dans le cadre de sa mission.

Le Coordonnateur consignera dans le Registre Journal, les éléments et résultats de cette coopération avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage sera saisi de tout litige ou divergence d'appréciation entre le coordonnateur et le Maître d'Œuvre.

En phase réalisation, la mission du coordonnateur s'effectuera en étroite collaboration avec l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Le Coordonnateur SPS limitera, au titre de la mission qui lui est confiée par le Maître d'Ouvrage, ses interventions sur chantier au strict cadre de l'organisation de la coordination SPS.

Sauf urgence impérieuse ou péril imminent, le Coordonnateur ne pourra, sans en référer aux autorités compétentes, interrompre le chantier. Il fera sans délai toute proposition au Maître d'Œuvre, en la matière.

Au cours du chantier les prestations attendues du coordonnateur SPS consistent à :

- veiller à l'affichage sur chantier de la déclaration prévue à l'article L 4532.1 du Code du Travail,
- - organiser la coactivité entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes :
  - la coordination de leurs activités simultanées ou successives,
  - les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales,
  - leur information mutuelle,
- - veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

### 3.5.4 Accès au chantier

Selon l'article R 4532-16 du Code du Travail, le Coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

### 3.5.5 Autorité confiée au coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS n'agira directement auprès des entreprises et du maître d'œuvre qu'en matière de sécurité et de protection de la santé et dans les limites des prérogatives qui lui sont attribuées par le présent cahier des charges.

Il pourra notamment formuler des remarques auprès des intervenants tant en phase conception qu'en phase réalisation. Si celles-ci sont contestées ou ne sont pas suivies d'effets, il en informera le maître d'ouvrage pour que celui-ci prenne les mesures nécessaires ou lui attribue explicitement les moyens de mettre en œuvre les dispositions arrêtées.

### 3.5.6 Moyens mis à disposition du coordonnateur

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre fourniront au coordonnateur sur simple demande de sa part toute information ou tout document utile à sa mission et systématiquement un exemplaire du dossier de consultation des entreprises.

Dans le cadre de la phase de conception, le Coordonnateur mettra en œuvre au titre de la rémunération de sa mission tous les moyens de fonctionnement requis tels que secrétariat, téléphone, télécopie, courrier électronique et reprographie. De même il assurera les moyens logistiques de déplacements tant sur le site de l'opération que dans les locaux du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre qui seraient nécessaires à la bonne exécution de la mission qui lui est confiée, sans pouvoir prétendre à une rémunération autre que celle prévue par application des prix unitaires ou forfaitaires dans le bordereau des prix sur lequel il s'est engagé.

Lors de la phase de réalisation, le Coordonnateur dispose en tant que de besoin des locaux et installations mis à disposition par les intervenants sur le chantier (salle de réunion,...)

Pour le reste et au titre de la rémunération de sa mission, le Coordonnateur mettra en œuvre tous les moyens de fonctionnement tels que secrétariat dactylographie, reprographie, frais postaux, de déplacements et de télécommunications requis par ses obligations contractuelles telles qu'elles sont précisées dans le présent cahier des charges.

### 3.5.7 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT - opérations de catégorie 1)

Pour les opérations de catégorie 1 le coordonnateur SPS assure le fonctionnement du CISSCT et en particulier :

- propose au Maître d'ouvrage, dans les 10 jours du délai de préparation, la constitution du CISSCT,
- en assure la présidence,
- transmet le règlement aux organismes mentionnés par la réglementation,
- envoie les convocations aux séances, rédige le procès-verbal et le diffuse dans un délai de cinq jours suivant la réunion.

## 4 ARTICLE 4 : CONDUITE D'OPERATION

La conduite d'opération est assurée par le Centre Hospitalier Universitaire de Dijon Bourgogne ou un des autres centres hospitaliers du GHT 21-52.

## **5 ARTICLE 5 : MAITRISE D'ŒUVRE**

La maîtrise d'œuvre est assurée soit par le Centre Hospitalier Universitaire de Dijon Bourgogne, soit par l'un des autres centres hospitaliers du GHT 21-52, soit dévolue à un prestataire privé.

## **6 ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION**

### **6.1 Durée d'exécution des prestations.**

Pour chaque opération, les interventions du CSPA s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsqu'elle est prévue, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).

### **6.2 Délais d'exécution.**

Pour chaque opération, le coordonnateur SPA devra respecter les délais suivants :

- Phase conception :
  - Avis sur l'APS et l'APD : 2 semaines après réception des documents d'étude,
  - Avis sur le DCE : 2 semaines après réception des documents d'étude (sauf catégorie 1 : 3 semaines)
  - Notice SPA : 2 semaines
- Phase réalisation :
  - PCG SPA : 1 semaine (sauf catégorie 1 : 2 semaines)
- Phase réception :
  - D.I.U.O. : remis le jour des opérations préalables à la réception effectuée par le Maître d'œuvre.